

BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE – SESSION 2016

SÉRIE : SCIENCES ET TECHNOLOGIES DU MANAGEMENT ET DE LA GESTION SPÉCIALITÉ : GESTION ET FINANCE

ÉLÉMENTS INDICATIFS DE CORRIGÉ-

Ce dossier comporte des éléments de corrigé à l'attention des correcteurs. Plusieurs questions appellent des réponses rédigées de la part des candidats. Seules les idées clés sont proposées, de manière schématique, pour permettre une approche ouverte des réponses des candidats.

Barème global sur 120 points

Nota : il est rappelé que le nombre de points annoncés dans le sujet constitue un engagement incontournable vis-à-vis des candidats. Le barème fourni respecte cette contrainte et doit s'appliquer à tous, sauf indications complémentaires données, lors des corrections, sur décision nationale.

PREMIÈRE PARTIE

DOSSIER 1 – RELATIONS AVEC LES FOURNISSEURS

A - Organisation et contrôle de l'information

1. À partir de l'annexe 1, expliquer l'objet des contrôles effectués dans les différents services.

Vérification de la concordance entre le bon de commande et les matières premières livrées (si désaccord, réclamation)

Vérification de la concordance entre le bon de livraison et les matières livrées (si désaccord, réclamation).

Vérification de la concordance entre le bon de livraison et la facture (si désaccord, réclamation).

2. Enregistrer la facture n°6596 (annexe 2) au journal de l'entreprise LCF.

25/10/2015			
601	Achats de matières premières	4 750,00	
6241	Transports sur achats	100,00	
44566	Etat-TVA déductible sur ABS	970,00	
401	Fournisseur		5 820,00
<i>Facture n°6595 -Lugnant Acier</i>			

3. Citer la raison pour laquelle Lugnant Acier nous a adressé la facture n°A06/126 (annexe 3).

Il s'agit d'une facture d'avoir que le fournisseur nous a adressée car 2 cartons lames en acier carbone abîmés lui ont été retournés.

4. Enregistrer la facture n°A06/126 (annexe 3) au journal de l'entreprise LCF.

30/10/2015			
401	Fournisseur	570,00	
601	Achats de matières premières		475,00
44566	Etat-TVA déductible sur ABS		95,00
<i>Avoir A0615</i>			

5. Indiquer l'impact de l'enregistrement des deux factures sur le résultat et sur la trésorerie de l'entreprise LCF.

La facture de doit génère une augmentation des charges de 4 850,00 €

La facture d'avoir génère une diminution des charges de 475,00 €

Conclusion : le résultat de l'entreprise LCF va baisser de 4 375,00 €

Aucun impact immédiat sur la trésorerie (aucun flux financier, classe 5 non utilisée) car règlement attendu le 30 novembre 2015.

6. Quel est le montant de la dette envers le fournisseur Lugnant Acier ?

Facture doit (TTC) 5 820 €

Facture d'avoir (TTC) 570 €

Donc règlement de 5 250 €

7. Quelle adaptation du plan comptable, le comptable peut-il mettre en place pour faciliter le suivi des créances et dettes et en particulier de la dette envers le fournisseur Lugnant Acier ? Justifier la réponse.

Pour assurer un meilleur suivi de ces comptes, le comptable peut identifier chacun de ces clients et fournisseurs par un compte auxiliaire. Exemple 401LUG fournisseur Lugnant Acier, ainsi seules les factures de doit et d'avoir, ainsi que les règlements de ce fournisseur seront enregistrées dans ce compte et faciliteront ainsi le suivi de la dette envers ce fournisseur.

8. Quelle procédure de contrôle le comptable peut utiliser pour vérifier que les règlements correspondent bien aux sommes dues ? Justifier la réponse.

Pour suivre le paiement de ses factures, le comptable pourrait utiliser la méthode de lettrage des comptes. Le lettrage consiste à comparer les montants inscrits au débit et au crédit d'un même compte. Les montants non encore lettrés correspondent à des factures non encore réglées. L'analyse des sommes non pointées permet de détecter des erreurs.

Accepter également l'utilisation de la balance âgée et toute réponse cohérente.

B – Remplacement de l'ancien tour

9. Comptabiliser l'acquisition et le paiement par chèque du robot au journal de l'entreprise (annexe 4).

		18/10/2015			
2154	Matériel industriel	60 246,00			
44562	Etat-TVA déductible sur immobilisations	12 049,20			
404	Fournisseur d'immobilisation		72 295,20		
	<i>Facture n°1597 du fournisseur ABB Robotique</i>				
		25/10/2015			
404	Fournisseur d'immobilisation	72 295,20			
512	Banque		72 295,20		
	<i>Règlement Facture n°1597 fournisseur ABB Robotique chèque n° 230004561</i>				

10. Calculer le montant de la dotation aux amortissements du robot automatique RG2 pour l'année 2015.

Dotation = $60\,246 \times 20\% \times \left[\frac{(2 \times 30) + 13}{360} \right] = 2\,443,31 \text{ €}$ - pour 72 jours on trouve, 2 409,84 €

11. Justifier l'utilisation des comptes 462 et 775 par le comptable de LCF dans l'écriture de cession du tour RF15 (annexe 5).

Pour LCF, l'activité normale est la vente de couteaux, la vente du tour a donc un caractère exceptionnel. La cession sera donc enregistrée dans un compte de produit exceptionnel (775). Il est nécessaire d'enregistrer la créance dans un compte différent des comptes clients habituels afin de la distinguer des créances clients liées à l'activité normale (462).

12. Déterminer à l'aide des annexes 5 et 6 le gain ou la perte réalisée lors de la cession du tour RF15.

VNC = coût d'acquisition – somme des amortissements = 25 000 – 16 000 = 9 000 €

Résultat = Prix de cession – VNC = 10 000 – 9 000 = 1 000

LCF a donc réalisé un gain (Plus-value) de 1 000 € lors de la cession de l'ancien tour RF15

13. Quel est le montant de trésorerie nécessaire pour réaliser le remplacement de l'ancien tour RF15 par le nouveau robot automatique RG2 ?

Montant de l'investissement HT = 60 246. Prix de cession HT = 10 000

Montant de trésorerie nécessaire = 60 246 – 10 000 = 50 246 €

Accepté si le candidat a raisonné en TTC : 72 295,20 – 12 000 = 60 295,20 €

DOSSIER 2 – LES COÛTS PARTIELS ET LA PRISE DE DÉCISION

1. Justifier le classement des achats de matières premières en charges variables et des salaires et traitements en charges fixes.

Pour l'entreprise LCF, dont l'activité est industrielle, l'achat des matières premières comme les lames en aciers est proportionnel aux quantités produites, c'est donc une charge variable.

Chez LCF, les salariés étant en CDI (mensualisés selon la loi française), le montant de leur rémunération est indépendant du niveau de production tant qu'il n'est pas nécessaire de recourir aux heures supplémentaires. C'est donc une charge fixe.

2. Déterminer la marge sur coût variable et le résultat total et unitaire de l'activité de production des couteaux « BRIC » pour 2015.

Tableau de résultat par variabilité

Chiffre d'affaires		1 062 500 €	
Charges variables	197 000 + 500 + 100 000	297 500 €	
Marge sur coût variable	1 062 500 – 297 500	765 000 €	
charges fixes	68 000 + 260 000 + 104 000 + 72 500 + 102 500	607 000 €	
Résultat total	765 000 – 607 000	158 000 €	

Résultat unitaire = 158 000 / 85 000 = 1,86 €

3. Calculer le taux de marge sur coût variable.

Taux de marge sur coût variable = Marge sur coût variable / CA HT = 765 000 / 1 062 500 = 72 %

4. Déterminer le chiffre d'affaires minimum que l'entreprise doit réaliser afin que son projet dégage un bénéfice.

Seuil de rentabilité = Charges fixes / MSCV = 607 000 / 0,72 = 843 056 €

5. Déterminer le nombre minimum de couteaux « BRIC » à vendre afin que son projet dégage un bénéfice.

843 056 / 12,5 = 67 445 couteaux

6. L'entreprise LCF a-t-elle la capacité de faire face à cette nouvelle commande ? Justifier la réponse.

La capacité de production du matériel est de 90 000 unités, la commande supplémentaire entraînera une production totale annuelle de 85 000 + 1 000 soit 86 000 unités. L'entreprise peut donc faire face à cette commande. Par contre le recours à des heures supplémentaires sera nécessaire car en travaillant à temps plein, les salariés ne peuvent produire que 85 000 unités par an.

7. Faut-il accepter cette commande supplémentaire au prix demandé par le client ? Justifier votre réponse par le calcul.

Chiffre d'affaires supplémentaire	10 * 1 000	10 000 €
Charges variables supplémentaires	(297 500 / 85 000) * 1 000	3 500 €
Heures supplémentaires		5 000 €
Résultat supplémentaire	10 000 – 3 500 – 5 000	1 500 €

L'entreprise peut donc accepter cette commande supplémentaire car elle générera un bénéfice supplémentaire de 1 500 €

DOSSIER 3 – ANALYSE FINANCIÈRE

1. À partir de l'annexe 8, déterminer, en justifiant vos calculs, le fonds de roulement net global (FRNG), le besoin en fonds de roulement (BFR) et la trésorerie nette (TN).

	Calcul	Montant
Fonds de roulement net global	= Ressources stables- Emplois stables = 21 530 – 17 634	3 896 k€
Besoin en fonds de roulement	= Actif circulant (hors T.) – Passif circulant (hors T.) = 7 928 – 4 117	3 811 k€
Trésorerie nette	= Trésorerie active – Trésorerie passive = 97 – 12	85 k€
Vérification (non demandée)	FRNG – BFR = 3 896 – 3 811	85 k€

2. Compléter l'annexe A (à rendre avec la copie), afin de retrouver le montant de la capacité d'autofinancement (CAF) à partir du résultat de l'exercice (annexe 9).

Éléments	Montants en milliers d'euros
Résultat de l'exercice	1 137
DADP	677
Reprise	- 155
VCEAC (675)	2
PCEA (775)	- 1
Capacité d'autofinancement (CAF)	1 660

3. Interpréter le montant de la CAF.

La CAF est un surplus monétaire potentiel dégagé par l'activité de l'entreprise, qui permet de répondre en totalité ou en partie aux besoins de financement de l'entreprise sans faire appel à des emprunts.

LCF dégage une CAF de 1 660 k€ ce qui est un montant très important. Cela lui permettra dans le futur, de faire face aux échéances et d'autofinancer d'autres projets.

4. Calculer les indicateurs de LCF (annexe B à rendre avec la copie).

Indicateurs de rentabilité	Éléments de calculs	Justification des calculs	LCF En %	Secteur coutellerie
Rentabilité économique	$\frac{\text{Résultat exploitation}}{\text{immobilisations brutes} + \text{BFR}}$	$\frac{(17\,254 - 15\,447)}{(17\,634 + 3\,811)}$	8,42%	1,8%
Rentabilité financière	$\frac{\text{Résultat}}{\text{Capitaux propres}}$	$\frac{1\,137}{7\,293}$	15,59%	4,3%

Ratios	Éléments de calculs	Justification des calculs	LCF	Secteur coutellerie
Ratio d'endettement	$\frac{(\text{Dettes financières} + \text{CBC})}{\text{Capitaux propres} + \text{Amortissements, dépréciations}}$	$\frac{(3\,600 + 12)}{(7\,293 + 10\,637)}$	0,2	0,17
Ratio de capacité de remboursement	$\frac{\text{CAF}}{\text{Dettes financières} + \text{CBC}}$	$\frac{(1\,660)}{(3\,600 + 12)}$	0,46	0,158

5. Commenter les résultats obtenus pour la rentabilité financière et la rentabilité économique en les comparant avec le taux d'emprunt proposé par le banquier.

Autant la rentabilité économique que la rentabilité financière sont très satisfaisantes et largement supérieures à celles du secteur d'activité. Cela permet de dire que l'activité de LCF est rentable au vu des capitaux investis.

En ce qui concerne l'emprunt, nous savons que la capacité de l'entreprise à faire appel à des établissements financiers est importante et que sa capacité de remboursement est satisfaisante. Nous savons également que la rentabilité économique est de 8,42 %, or celle-ci est supérieure au taux de l'emprunt (3,5 %). L'entreprise LCF bénéficiera alors d'un effet de levier financier permettant d'améliorer la rentabilité financière qui est déjà de 15,59 %.

6. Commenter la situation financière de l'entreprise LCF en prenant en compte tous les éléments dont vous disposez dans les annexes 10 et B.

A l'attention du correcteur : ne pas attendre l'intégralité des éléments proposés et valoriser toute réponse pertinente.

FRNG est positif (les ressources stables financent donc les emplois stables) => surplus financier permettant de financer le cycle d'exploitation (besoin de financement)

FRNG > BFR => trésorerie nette positive.

=> Structure financière apparaît satisfaisante. Au niveau des ratios de rotation, on peut constater que :

- les ratios de rotation des stocks sont supérieurs à ceux du secteur => il faudrait améliorer la gestion des stocks => baisse du BFR,

- les délais de règlement clients et de paiement fournisseurs < ceux du secteur. Une augmentation du délai fournisseur permettrait de diminuer le BFR.

- les délais de règlement clients < délais de paiement fournisseurs => satisfaisant (contrairement au secteur).

Au niveau de la rentabilité économique (8,42%) et financière (15,59%), les performances sont également satisfaisantes et largement supérieures à celles du secteur (respectivement 1,8% et 4,3%).

Au niveau du ratio d'indépendance financière, ce dernier est légèrement supérieur à celui du secteur, mais la capacité d'emprunt reste toutefois satisfaisante.

Quant au ratio de capacité de remboursement, il n'est que de 0,46 contre 0,158 pour le secteur, ce qui montre la capacité de l'entreprise à rembourser rapidement ses dettes.

Sur le secteur de la coutellerie, l'entreprise LCF occupe une position favorable grâce à sa stratégie. Elle pourrait encore l'améliorer en diminuant le BFR (action sur les stocks et les délais fournisseurs).

7. Répertoire les modes de financements envisageables pour l'acquisition de la nouvelle machine et indiquer celui qui est le plus pertinent au regard de la situation de LCF. Justifier la réponse.

Pour financer un investissement, l'entreprise LCF peut choisir entre plusieurs modes de financement : l'autofinancement, l'augmentation de son capital en faisant appel à ses actionnaires ou l'emprunt auprès d'un établissement de crédit.

Au vu de la rentabilité financière, les actionnaires pourraient être intéressés par une augmentation de capital.

En ce qui concerne l'autofinancement, l'entreprise dégage en 2015 une CAF de 1 660 000 €. Mais l'entreprise LCF doit garder un certain niveau de trésorerie pour faire face aux dettes arrivant à échéance et payer des dividendes aux actionnaires.

Recourir à l'emprunt permettrait de bénéficier de l'effet de levier financier, de préserver notre capacité d'autofinancement pour d'autres projets ; notre capacité de remboursement est suffisante pour y faire face. (*voir argumentation question 5*)

Le recours à l'emprunt semble donc une solution intéressante car il permet d'augmenter la rentabilité financière (donc satisfaire les actionnaires), mais aussi de garder une capacité d'autofinancement.

Accepter toute argumentation cohérente y compris dans le choix du mode financement choisi.

DEUXIÈME PARTIE

Grille d'évaluation de la question de gestion

Document à conserver par le correcteur

L'évaluation de cette partie doit être faite d'une façon **GLOBALE (*)**, à partir du nuage de **CROIX** ressortant de la grille ci-dessous.

N° candidat :		TI	I	S	TS
1	De raisonner en confrontant ses connaissances générales en gestion à des situations d'organisation				
2	D'examiner les conditions de transfert des méthodes, des techniques et des outils mobilisés, à d'autres contextes				
3	De rédiger une réponse synthétique, cohérente et argumentée				
Appréciation à reporter sur la copie :				Note	/25

TI Très insuffisant

I Insuffisant

S Satisfaisant

TS Très satisfaisant

(*) Il s'agit de dégager un profil :

- Les croix ne doivent pas être transformées en points,
- Il ne faut pas systématiquement attribuer la même importance aux 3 critères.

Les outils d'analyse financière contribuent-ils à améliorer la prise de décision des parties prenantes ?

Points de programmes abordés :

Programme de 1^{ère} : Thème : Évaluation et performance

QG 8 : Qu'est-ce qu'une organisation performante ?

Programme de 1^{ère} : Thème : Évaluation et performance

QG 9 : Les décisions de gestion rendent-elles toujours une organisation plus performante ?

Programme de 1^{ère} : Thème : Temps et risque

QG 11 : La recherche de l'amélioration de la performance comporte-t-elle des risques ?

Programme de terminale : Thème 2: Analyser la situation de l'entreprise

QG 9 : Qu'est-ce qu'une entreprise performante ?

QD 10 : Pourquoi la structure financière de l'entreprise doit-elle être équilibrée ?

On n'attend pas de formalisme particulier dans la production du candidat.

On attend des candidats des références à des situations tirées du contexte de la partie 1 et d'autres contextes issus de leur culture personnelle (étude, projet...).

Les conditions de transfert peuvent être abordées dans le fil de la réponse ou faire l'objet d'un développement particulier, notamment en sous forme de généralisation des éléments abordés en précisant les limites.

➤ La vie de l'entreprise est affectée par des décisions des parties prenantes, telles que les actionnaires ou les banques.

La qualité de ces décisions influera sur la santé financière de l'organisation, sa productivité et sa rentabilité. L'information financière doit donc être compréhensible par toutes les parties prenantes intéressées.

Même si l'information financière est normalisée, elle doit pouvoir être analysée pour aider la prise de décision.

Le candidat peut faire référence aux outils d'analyse de la situation financière suivants :

- Bilan et équilibres fonctionnels
- Ratios d'analyse de la structure financière et de la performance
- Soldes intermédiaires de gestion/CAF

➤ L'entreprise LCF doit investir pour rester compétitive dans un secteur qui connaît un essoufflement des ventes.

Dans le processus investissement-financement, l'étape principalement concernée par les parties prenantes est le financement de l'investissement. LCF hésite entre autofinancement, emprunt ou augmentation de capital. Son choix reposera sur les décisions des parties prenantes :

- Le banquier, avant d'accorder son prêt, demande que l'analyse financière de l'entreprise lui soit communiquée; Il exigera une analyse du bilan (bilan fonctionnel, ratios de structure...) et du résultat (SIG, CAF, ratios de performance...). LCF par exemple a une capacité de financement supérieure à celle du secteur.
- Les actionnaires, pour renouveler leur confiance auprès des dirigeants ou participer à une augmentation de capital, ont besoin de connaître la rentabilité de leur investissement dans l'entreprise. Pour cela, il faut leur communiquer une information financière fiable (bilan, compte de résultat et annexe). La rentabilité financière élevée de LCF est une raison qui peut inciter les actionnaires à prendre la décision d'augmenter le capital de l'entreprise.

➤ D'autres parties prenantes peuvent être intéressées par les outils d'analyse financière dans la prise de décision :

- Les salariés peuvent prendre connaissance de la situation financière de l'entreprise en consultant directement les documents de synthèse ou par le biais du comité d'entreprise. Ces informations peuvent motiver une demande d'embauche ou de ne pas quitter l'entreprise.
- Les fournisseurs veulent connaître la solvabilité de l'entreprise pour savoir s'ils doivent accepter une commande avec l'assurance d'être payés. Pour cela, ils peuvent étudier l'équilibre financier de leur client.
- Les clients pour une relation durable notamment en matière de service après-vente, ont besoin d'être rassurés sur la pérennité de l'entreprise.
- L'État attend aussi une information fiable afin de pouvoir calculer les indicateurs de la comptabilité nationale (valeur ajoutée qui permet de quantifier les recettes du budget, le PIB...).

Accepter toute autre partie prenante (citée et justifiée)

➤ Transfert à d'autres types d'entreprises :

Tous les dirigeants des entreprises faisant appel à des associés ou actionnaires auront à rendre des comptes sur la rentabilité.

L'analyse de certains ratios comme par exemple la répartition de la VA est particulièrement suivie dans les entreprises employant beaucoup de personnel. Cette analyse sert de base aux négociations salariales.

Une petite entreprise, avec un effectif réduit, n'est pas intéressée par l'analyse de répartition de valeur ajoutée.

Tous ces outils ne peuvent aider les parties prenantes à prendre des décisions que si les informations sont communiquées aux parties prenantes, ce qui n'est pas toujours observé par toutes les entreprises, notamment celles de taille moyenne.

➤ Valoriser les exemples issus d'autres contextes proposés par le candidat (objet d'étude ou de projet, exemple vu en cours, culture personnelle).